DÉCLARATION SUR LE NICARAGUA

Au Nicaragua, après la réforme de la Constitution politique entrée en vigueur en février dernier, le pouvoir absolu s'est consolidé entre les mains de la dictature d'Ortega et Murillo. Les pouvoirs de l'État sont devenus de simples « organes » subordonnés à Daniel Ortega et à son épouse, Rosario Murillo, qui occupent désormais la « coprésidence ».

La violation des libertés fondamentales, la levée de l'interdiction de la torture et la légalisation de la déchéance de nationalité ne sont que quelques-unes des nouvelles dispositions de la Constitution, conçue pour servir le couple au pouvoir.

La concentration du pouvoir entre les mains d'une seule famille, comparable à une monarchie absolue, représente non seulement un grave recul constitutionnel pour le Nicaragua, mais constitue également un risque sérieux pour la stabilité régionale. Les liens de l'actuel gouvernement avec des régimes autoritaires en dehors de la région menacent la sécurité et la démocratie dans la région.

La répression n'a pas cessé depuis avril 2018, lorsque le peuple nicaraguayen s'est levé pacifiquement dans les rues pour exiger la démocratie, la justice et la liberté.

Au cours des sept dernières années, divers rapports d'organisations, dont les plus récents du Groupe d'experts des Nations unies sur les droits de l'homme au Nicaragua (GHREN), ont largement documenté des cas d'arrestations arbitraires, de torture, de disparitions forcées, d'exécutions extrajudiciaires et de criminalisation de la dissidence politique.

Actuellement, plus de 52 personnes sont emprisonnées pour des raisons politiques, dont 13 sont portées disparues. Plus de 12 % de la population a émigré pour échapper à la violence de l'État, à la pauvreté et au manque d'opportunités, beaucoup d'entre eux vers les États-Unis, où ils sont maintenant confrontés à des mesures qui ignorent les causes de cette migration massive.

L'Alliance progressiste exige la fin immédiate de la répression au Nicaragua et la libération inconditionnelle des 52 prisonniers politiques que le régime maintient en prison, violant leurs droits humains, civils et politiques.

De même, elle demande aux pays d'accueil des migrants nicaraguayens de prendre en compte la situation politique au Nicaragua et d'établir des politiques d'accueil spécifiques pour cette population.

Nous exhortons les forces politiques démocratiques progressistes, les gouvernements du monde, l'Organisation des États américains (OEA), les institutions de l'Union européenne, les mouvements de solidarité et la communauté internationale à prendre les mesures nécessaires pour faciliter une transition démocratique et pacifique au Nicaragua.

Nous réitérons notre solidarité avec le parti UNAMOS et les forces progressistes et démocratiques du Nicaragua.

Hyderabad, Inde, le 26 avril 2025